

L'expérience politique africaine de Barack Obama

par Thierry Meyssan

À l'occasion de l'élection du président Kenyatta, nous publions la version française d'un article de Thierry Meyssan, paru il y a cinq ans dans des revues de sciences politiques en Russie et en Italie, sur le rôle du sénateur Obama en Afrique. Cette étude est particulièrement importante pour comprendre le trucage par les États-Unis de l'élection kenyane de 2006, et la signification pour Washington de la défaite d'Odinga.

RÉSEAU VOLTAIRE | BEYROUTH (LIBAN) | 9 MARS 2013



Le sénateur Obama s'ingère dans la campagne électorale présidentielle kenyane. Ici, en meeting avec son prétendu cousin Odinga.

En août 2006, la presse états-unienne accordait un traitement de faveur à la tournée africaine d'un sénateur des États-Unis. L'événement aurait pu passer inaperçu, mais il contenait tous les ingrédients d'une « *good story* », telle que les affectionne la presse anglo-saxonne. Le jeune sénateur, étoile montante du Parti démocrate depuis qu'il a prononcé un discours à la Convention de 2004, est un brillant avocat diplômé d'Harvard. Il

est noir —pas afro-américain, c'est-à-dire descendant d'esclaves—, mais immigrant kenyan de la seconde génération. Il a entrepris ce voyage à la fois pour visiter des œuvres sociales (lutte contre le sida et micro-crédit) et pour marcher sur la trace de ses ancêtres.

C'était, pensez-vous, un événement sans grande importance, juste une occasion de célébrer les relations américano-africaines sans paraître condescendant. Nous avons pourtant deux bonnes raisons d'y revenir : d'abord, ce jeune sénateur a été élu deux ans plus tard président des États-Unis, mais surtout, il s'avère que son voyage parlementaire était une couverture pour conduire une opération de déstabilisation du Kenya. Dès lors, nous avons beaucoup à apprendre sur la politique africaine du président Barack Obama en nous remémorant cet épisode.

Couverture

Officiellement, le sénateur Obama est envoyé en mission par la Commission des Affaires étrangères dont il est membre. À ce titre, tous ses frais et ceux de son équipe sont pris en charge par le Congrès des États-Unis. Le politicien est accompagné de son épouse, de ses deux filles, de son attaché de presse Robert Gibbs et d'un conseiller politique Mark Lippert. Un avion spécial est mis à leur disposition pour se rendre dans le continent noir et pour le traverser.

Selon le règlement du Congrès, des missions peuvent être décidées par le bureau de chaque Commission. Dans ce cas, elles sont composées à parité de démocrates et de républicains. Ils voyagent généralement ensemble, parfois séparément au risque d'étaler à l'étranger des divisions nationales. Or, ici, pas de républicain. La mission ne concerne que le démocrate Obama, qui n'en a pas rendu compte à ses pairs.

Cependant, il arrive parfois que les services de renseignement requièrent l'aide d'un sénateur pour une mission à l'étranger. Le Congrès accepte souvent de leur fournir une couverture et organise

alors un voyage parlementaire. Parfois, les élus du peuple n'apprécient pas le rôle qu'on leur demande de jouer, notamment lorsqu'ils subodorent des liens trop étroits entre un de leurs pairs et la CIA. Dans ce cas, un compromis bancal fait envoyer un sénateur sans son homologue du parti rival. Ce fut le cas du déplacement africain du sénateur Obama.

Cette couverture étant assurée, les services de renseignement déployèrent une seconde équipe pour les besoins de l'opération. Avec la discrétion de l'éléphant dans le magasin de porcelaine, l'avion sénatorial fut suivi d'un autre avion spécial, cette fois affrété par l'US Army. À son bord, toute une équipe spécialisée dans les « *révolutions colorées* », sous la direction du général à la retraite J. Scott Gration. L'homme est un bon connaisseur de l'Afrique. Ses parents, missionnaires protestants, l'ont élevé au Congo où il a appris le swahili (langue nationale au Kenya, en Tanzanie et au Congo). Surtout, il a été directeur de la planification à l'*US European Command* en 2004-05, c'est-à-dire pendant la phase de gestation de l'*Africa Command*.

Le convoi aérien doit arriver par l'Afrique du Sud, passer en RDC, au Kenya et au Tchad. Mais le programme sera allégé pour cause de troubles au Congo. Dommage, car avant de partir, le sénateur Obama a eu le temps de présenter un amendement budgétaire accordant une subvention de 52 millions de dollars à la RDC.

Le sida en Afrique du Sud

Le sénateur Obama arrive avec son escorte officielle et son escorte officieuse en Afrique du Sud, le 21 août 2006. Il visite le *Treatment Action Campaign*, une association de lutte contre le sida subventionnée par le CDC (l'agence fédérale US de Santé publique), connue pour entretenir une polémique avec le gouvernement. Là, il reprend à son compte les déclarations incendiaires tenues quelques jours plus tôt à Ottawa par l'ambassadeur Sephen Lewis, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour la lutte contre le sida en Afrique (et par ailleurs beau-père de la journaliste Naomi Klein).

Il dénonce les théories « *conspirationnistes* » du président Thabo Mbeki, selon lequel le sida aurait été créé dans les laboratoires US de guerre biologique. Il déplore les traitements traditionnels préconisés par le ministre de la Santé, Manto Tshabalala-Msimang. Pédagogue, il explique qu'il ne choisit pas les remèdes des blancs contre ceux des noirs, mais que la science nous apprend l'utilité des traitements anti-rétroviraux.

En bon communicant, le sénateur Obama apparaît comme un homme moderne et rationnel face à un ministre de la santé obscurantiste qui prétend soigner le sida avec de la betterave, de l'ail et du citron. Les choses sont un peu plus compliquées. Madame Tshabalala-Msimang est elle-même médecin, obstétricienne et gynécologue. Elle n'a jamais prétendu que la médecine traditionnelle pouvait guérir le sida, mais elle a expliqué que les laboratoires occidentaux pratiquant des prix prohibitifs, les Sud-Africains devaient apprendre à se soigner autrement qu'en attendant de coûteux anti-viraux. Après avoir échoué à l'Organisation mondiale du Commerce à modifier les règles de la propriété intellectuelle sur les médicaments, l'Afrique du Sud a tenté de développer la médecine traditionnelle. Dans ce cadre, la ministre a proposé des traitements nutritionnels pour renforcer le système immunitaire. C'est évidemment moins efficace, mais c'est à la portée de tous. Elle s'appuie sur un groupe de conseillers scientifiques incluant le professeur Luc Montagnier, lauréat du Prix Nobel de Médecine pour ses travaux sur le sida.

Quoi qu'il en soit, le débat sud-africain portait sur l'accès des pays pauvres à la pharmacie. Barack Obama n'y a pas répondu et l'a transformé en une lutte de la science contre la sorcellerie. Ce glissement n'améliorera pas la santé des Africains, mais celle des multinationales de la pharmacie.

Alors que la presse sud-africaine commente avec colère ces déclarations, le sénateur Obama rencontre les États-Uniens expatriés lors d'un cocktail à l'ambassade US. Puis, il apaise la tension en visitant de musée de Soweto et en embrassant le prix Nobel de la paix Desmond Tutu.

La révolution colorée au Kenya

Les avions spéciaux conduisent le sénateur et ses accompagnateurs au Kenya, pays d'origine des Obama. Le pays est gouverné depuis 2003 par le président Mwai Kibaki. L'homme est brillant, un tantinet dilettante, souvent autocrate. Il est issu de la minorité Kikuyu, le plus important groupe ethnique du pays (22 % de la population). Il a été élu pour lutter contre la corruption, mais n'a pas entrepris grand chose dans ce domaine. Il a par contre obtenu des résultats économiques remarquables : la croissance annuelle est passée de 3,9 % à 7,1 % du PIB. La pauvreté a reculé de 56 à 46 %. C'est que Kibaki a trouvé un nouveau partenaire pour le développement : la Chine. Il a effectué, en 2005, une visite d'État à Pékin et Shanghai et a reçu, en avril 2006, le président Hu Jintao à Nairobi. Le Kenya achète des biens de consommations (notamment de l'électroménager) et des équipements publics (principalement des routes) en échange de matières premières (au premier rang desquelles des métaux récupérés).

Londres et Washington, qui ne supportent pas cette intrusion chinoise en zone d'influence anglo-saxonne, se sont découvert une affection grandissante pour l'opposition kenyane.

Celle-ci est conduite par Raila Odinga. Cet opportuniste a changé plusieurs fois de parti au gré de ses intérêts personnels. Il dispose d'un atout important : il est le fils de Jaramogi Oginga Odinga, le leader historique de la gauche (dont Barack Obama Père était conseiller), et en l'absence de successeur au leader pro-US Tom Mboya, il est le chef naturel des Luos (13 % de la population, mais formant une élite). Lors de la campagne présidentielle de 2002, il a soutenu Mwai Kibaki et l'a même remplacé dans des meetings lorsque celui-ci, accidenté, fut hospitalisé à Londres. Mais il est passé dans l'opposition lorsque Kibaki élu a refusé de le nommer Premier ministre. Avec le soutien financier de la *National Endowment for Democracy* (NED), il a formé une nouvelle coalition, le « *Mouvement orange* ». Excusez la dénomination qui marque un manque bureaucratique d'imagination.

Lorsque Barack Obama Fils arrive à Nairobi, la campagne

électorale pour les élections législatives et présidentielle de décembre a commencé. Contrairement à tous les usages diplomatiques, le sénateur ne se contente pas d'apporter par sa présence son soutien au candidat Odinga, il l'accompagne dans sa tournée électorale et prononce des discours à ses côtés. Le pays assure-t-il a besoin d'une révolution démocratique. La presse nationale assure, sans en apporter la preuve, que le général Gration qui l'accompagne a remis au passage une mallette contenant 1 million de dollars à Raila Odinga.

Si les Kenyans voient l'ingérence politique, la presse états-unienne ne retient que les « *grands moments d'émotion* » du voyage. Le sénateur Obama est accueilli triomphalement dans le village de sa famille. Il embrasse sa grand-mère (la vieille dame qui révélera sans penser à mal qu'Obama est né au Kenya et non à Hawaï). Le sénateur et Madame se rendent dans un centre de prévention du sida pour subir un test de dépistage afin de montrer qu'il n'est pas stigmatisant.

Le sénateur ne manque jamais un prix Nobel. Au Kenya, il y a l'environnementaliste Wangari Maathai. Le sénateur évite de lui parler de ses thèses « *conspirationnistes* » sur le sida (elle aussi, comme la plupart des leaders africains !) et lui propose de planter un arbre à Uhuru Park en mémoire des victimes de l'attentat de 1998. À cette occasion, il prononce un beau discours sur la liberté de la presse qui doit être entretenue tous les jours comme on cultive un jardin.

L'attentat du 7 août 1998 a été perpétré en même temps qu'un autre à Dar es Salaam, Tanzanie. Dans les deux cas, une voiture piégée avait été lancée contre l'ambassade des États-Unis. Ces opérations avaient été revendiquées par une mystérieuse Armée islamique de libération des lieux saints, qui semblait ignorer où se trouvent La Mecque et Jérusalem, et ne savait pas viser. L'attentat de Nairobi coûta la vie à 12 États-uniens. Par erreur, il tua aussi 201 Kenyans et en blessa plus de 5 000. Il fut attribué par les autorités US à un de leurs agents qui se serait retourné contre eux, Oussama Ben Laden. Pour venger ses morts, le président Bill Clinton lança l'opération « *Portée infinie* » (*Infinite Reach*). Sur les

conseils de son expert anti-terroriste Richard Clarke (celui du 11-Septembre), il fit tirer 75 missiles de croisière sur le territoire afghan, détruisant un camp d'entraînement des indépendantistes kashmiris et tuant leurs instructeurs pakistanais. Il fit également bombarder une usine à Al-Shifa (Soudan) en déclarant qu'elle servait au terroriste islamiste Ben Laden à fabriquer du gaz invitant pour le compte du dictateur laïque Saddam Hussein. L'usine appartenait au financier Salah Idriss, lequel n'est pas spécialement un terroriste : ses sociétés de vidéo-surveillance assurent la sécurité de nombreux bâtiments officiels britanniques, y compris le Parlement. Pour son malheur, Oussama Ben Laden venait d'acheter quelques actions dans son laboratoire. Une enquête ultérieure des Nations Unies montra qu'il s'agissait en fait d'une usine fabriquant de l'aspirine et des médicaments génériques contre la malaria. Elle produisait aussi des anti-rétroviraux pour lutter contre le sida, sans payer de royalties au laboratoire *Gilead Science* dirigé par l'ancien (et futur) secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld.

Durant cette étape, le sénateur Obama multiplie les déclarations pour appeler les Africains à prendre leur destin en main. La pauvreté, leur a-t-il dit, n'est pas une fatalité et les États-Unis seront à vos côtés pour accompagner vos efforts.

La lutte contre le « génocide » au Soudan

Sur ce, le convoi aérien du sénateur Obama le conduisit vers des camps de réfugiés du Darfour. Le but de la visite n'était pas de se rendre au Soudan et d'y rencontrer les protagonistes du conflit, mais de mesurer la détresse des réfugiés dans les pays riverains, au Tchad et en Éthiopie.

Depuis 2003, un conflit déchire le Darfour. Selon Washington, il s'agirait d'une guerre d'extermination entreprise par le gouvernement arabe musulman de Khartoum contre les populations noires animistes du Darfour. Elle aurait déjà fait plus de 300 000 morts. En réalité, la plupart des Soudanais sont à la fois

noirs (de peau) et arabes (de langue), le gouvernement de Khartoum est pluri-confessionnel et soutenu par l'Église catholique. Le conflit prolonge une guerre civile de 20 ans. Il n'oppose pas deux populations, mais porte sur l'exploitation du pétrole et son transit. Il a coûté la vie à 10 000 à 30 000 personnes et provoqué le déplacement de 250 000 autres. Loin de favoriser une solution pacifique, la multinationale Chevron-Texaco et le gouvernement US font tout ce qui est en leur pouvoir pour faire tomber le gouvernement de Khartoum et expulser la compagnie chinoise CNPC. Celle-ci a expatrié 20 000 Chinois (souvent des prisonniers de droit commun exemptés de peine) pour exploiter le pétrole au moyen de techniques rudimentaires et avec l'aide de la compagnie indienne ONGC Videsh. Alors que la communauté internationale feint d'ignorer toute ingérence étrangère et accuse le gouvernement d'Omar el-Béchir des pires exactions, l'armée états-unienne privée Dyncorp se vante auprès de ses actionnaires d'avoir réalisé de juteux contrats dans cette région en se déguisant en miliciens Jinjawid.

Prolongeant l'action du secrétaire d'État afro-américain Colin Powell, le sénateur d'origine kenyanne Obama s'est épanché devant les caméras de télévision sur le « *génocide* » des populations noires et la nécessité d'intervenir pour les protéger afin que ne se reproduise la même tragédie qu'au Rwanda. Il avait été un fervent partisan du *Darfur Accountability Act* et du *Darfur Genocide Accountability Act*. Ces textes donnent carte blanche au président des États-Unis pour financer une force de maintien de la paix sous l'égide de l'Union africaine et pour traduire en justice les responsables du « génocide ».

Le Obama Tour ainsi achevé, le sénateur et ses accompagnateurs firent un crochet à Camp Lemonier, la base états-unienne (et israélienne) de Djibouti, avant de rejoindre la méga-base militaire de Stuttgart (Allemagne) pour un débriefing avec le général James L. Jones (patron de l'European Command et commandeur de l'OTAN) et les officiers responsables de la création de l'Africa Command.

Service après-vente

Le sénateur Obama ne saurait être rendu responsable des événements qui ont surgi dans le sillage de sa caravane. Ceux-ci n'en sont pas moins le fruit issu de la semence qu'il a planté.

Trois mois plus tard, en novembre 2006, l'ancienne secrétaire d'État Madeleine Albright se rend au Kenya en qualité de présidente du *National Democratic Institute* (le pseudopode de la *National Endowment for Democracy* chargé de la corruption des partis de gauche). Elle vient apporter une aide technique au parti frère, le Mouvement orange de Raila Odinga. Au passage, le chef de l'opposition donne un entretien à la BBC où il révèle qu'il est cousin du sénateur Obama, un secret bien caché jusque-là, ou plutôt une invention bien récente.

Juste avant le vote du 27 décembre, un sondage aimablement financé par l'USAID donne Odinga vainqueur contre Kubaki. Un ami personnel du sénateur Obama, le sénateur John McCain, se rend à son tour à Nairobi, en qualité de président de l'*International Republican Institute* (le pseudopode de la *National Endowment for Democracy* chargé de la corruption des partis de droite). Il constate sans difficulté de nombreuses irrégularités électorales. Alors que d'autres observateurs estiment difficile d'en mesurer l'impact car elles ont été commises selon les régions par des partis différents, McCain déclare que les partisans du président Kibaki ont faussé les résultats pour le maintenir au pouvoir, mais que les électeurs ont choisi Odinga.

Le 1er janvier, les Kenyans reçoivent anonymement des SMS sur leurs téléphones portables. Dans les districts où habitent des Luos, les messages indiquent « *Chers Kenyans, les Kikuyus ont volé l'avenir de nos enfants... Nous devons les traiter de la seule manière qu'ils comprennent... la violence* ». Dans les districts à majorité Kikuyu, les messages indiquent « *Le sang d'aucun Kikuyu innocent ne sera versé. Nous les massacrerons jusqu'au cœur de la capitale. Pour la Justice, établissez une liste de Luos que vous connaissez. Nous vous enverrons les numéros de téléphone où transmettre ces informations* ».

À ce jour, on ignore qui a envoyé ces SMS, bien que peu d'opérateurs aient les moyens d'une telle campagne.

Le résultat ne se fait pas attendre. De vieux conflits resurgissent. Le Kenya qui était cité comme exemple de stabilité en Afrique sombre soudainement dans la violence. En un mois, les émeutes inter-ethniques font plus de 1 000 morts et 300 000 déplacés. 500 000 emplois sont détruits.

Madame Albright est de retour. Elle propose une médiation par un organisme indépendant, l'Oslo Center for Peace and Human Rights. Celui-ci délègue deux de ses administrateurs : l'ancien Premier ministre norvégien Kjell Magne Bondevik et l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan (le Ghanéen est très présent dans les États scandinaves depuis qu'il a épousé la petite nièce de Raoul Wallenberg). En fait l'Oslo Center est une organisation jumelle du Carter Center et les frais des médiateurs sont tous pris en charge par l'Institut de Madeleine Albright.

Pris en tenaille, le président Kibaki accepte de créer un poste de Premier ministre et de le confier à son rival Raila Odinga. Oduro Odinga, frère du précédent, est nommé ministre des Finances du gouvernement de coalition.

Épilogue

Le sénateur Obama a été élu président des États-Unis. Pour fêter sa victoire, son « *cousin* », le Premier ministre Odinga a proclamé trois jours de fête nationale au Kenya. En juillet 2009, le président Obama a tendu la main aux Africains à l'occasion d'un discours solennel prononcé devant le Parlement du Ghana. Il a développé le discours qu'il avait testé au Kenya : les Africains doivent cesser de se lamenter sur les malheurs du passé ; ils doivent se prendre en charge eux-mêmes et Washington les y aidera. Quelques esprits chagrins lui ont répondu que s'ils devaient tourner la page de l'esclavage et de la décolonisation, il appartenait aux Occidentaux de tourner celle de la dette qui est une conséquence des crimes passés. Mais le président ne les a pas entendus, son avion s'était déjà envolé.

Robert Gibbs a suivi Barack Obama à la Maison-Blanche où il continue à être son attaché de presse.

Après avoir siégé au conseil d'administration de Chevron, le général James L. Jones est devenu conseiller de sécurité nationale.

Le conseiller stratégique Mark Lippert a d'abord rejoint les Navy Seals en Irak comme officier de renseignement. Il est aujourd'hui chef de cabinet du général James L. Jones, et suit particulièrement les dossiers afghan et irakien.

Le général Scott Gration n'est plus à la retraite. Il a été nommé adjoint du général James L. Jones et envoyé spécial pour le Darfour. Il préconise de cesser de déstabiliser le Soudan pour obtenir la confiance des Africains et déployer l'*Africa Command* sur le continent. En distribuant des malles de dollars, il négocie l'unification des mouvements rebelles du Soudan, d'Éthiopie et d'Érythrée, de manière à les contrôler.

Thierry Meyssan

Source : « L'expérience politique africaine de Barack Obama », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 9 mars 2013, www.voltairenet.org/article162096.html